

Un budget qui ne fait pas l'unanimité



Charlène Marois

Journaliste

Dans son énoncé budgétaire prononcé hier matin, le ministre des Finances Jérôme D. Caulier fait du remboursement de la dette sa priorité.

En effet, plusieurs coupures sont proposées par le gouvernement, dont l'abolition des commissions scolaires – ce qui permettra de rapporter 300 millions de dollars au gouvernement en cinq ans – ainsi que la cessation du Bureau des audiences publiques en environnement (BAPE), qui coûte 5,6 millions de dollars. De plus, la fin du monopole des ventes de vins et de spiritueux détenu par la SAQ permettra au gouvernement de retirer d'importantes sommes.

Les postes de péages qu'instaurera le gouvernement sur les autoroutes permettront d'obtenir des revenus annuels de 3 milliards de dollars. Notons aussi que l'extraction du pétrole d'Old Harry et de l'île d'Anticosti engendrera des profits de 2 680 milliards de dollars, alors que le projet Énergie-Est injectera 9,2 milliards de dollars dans l'économie québécoise.

En plus du remboursement de la dette, les profits envisagés permettront d'investir 2,5 milliards de dollars dans la mise sur pied d'une unité permanente antiterroriste (UPAT) et 1,6 milliard de dollars par année pour encourager la natalité.

Le Parti vert l'avenir s'est dit offusqué d'un tel discours et trouve inacceptable que la première ministre n'ait porté aucune attention à leurs demandes. Selon

eux, accroître les investissements est la solution à tous les problèmes et leur réaction à l'énoncé budgétaire du ministre des Finances a été forte. La porte-parole de l'opposition officielle, Bianca Annie Marcellin, a d'ailleurs tenu des propos très durs à l'égard du FCQ

« Le gouvernement veut sauver le monde en ayant les poches pleines, mais il est difficile de sauver le monde avec les mains sales. »



Source: Collection de l'Assemblée nationale

Après avoir initialement appuyé l'énoncé budgétaire du gouvernement en chambre, l'Alliance libérale a par la suite qualifié « d'insultant » le discours tenu par le ministre des Finances, plus tard en conférence de presse pourtant ceux-ci prévoient tout de même appuyer l'énoncé budgétaire.

Réactions à l'énoncé budgétaire : L'ALQ acculée au pied du mur



Catherine Fontaine
Journaliste

Le porte-parole en matière de finances de l'Alliance libérale du Québec, Jacques-André Simard a radicalement changé de position entre la quatrième séance parlementaire et la conférence de presse qui a eu lieu immédiatement après.

Lors de la séance, monsieur Simard s'est d'abord dit « heureux » de l'énoncé budgétaire des Forces conservatrices, qu'il a qualifié d' « innovateur ». Ce dernier a conclu son intervention en proposant d'accepter le budget.

Or, à peine la séance terminée,

monsieur Simard a accusé le gouvernement d'insulter le peuple québécois en présentant l'énoncé budgétaire sous forme de conte. Lorsque nous lui avons demandé s'il avait obtenu des concessions de la part du gouvernement, monsieur Simard nous a rappelé que l'accord signé avec le FCQ stipulait « une oreille attentive » plutôt que des concessions dans le budget. Il a également déclaré qu'il « n'y a rien de plus incertain » que l'acceptation du budget par l'ALQ.

Pour sa part, la porte-parole en Finances du Parti vert l'avenir, Bianca Annie Marcelin, s'est dite déçue de

ce budget et a déploré que les positions de son parti n'aient pas été entendues dans l'élaboration du budget. Le PVA est resté campé sur ses positions pendant la conférence de presse et a défié l'ALQ de tenir un vote libre sur l'adoption du budget, comme le fera le PVA. Elle a déclaré espérer que l'ALQ rejoigne sa position sur le budget lors du vote qui se tiendra aujourd'hui.



Contradictions dans l'attitude de l'ALQ - Source: vielbegabte.de/

(Œuvre de Ben Heine - Artiste allemand)



Erika Lalancette
Journaliste

Des débats chauds à propos du projet de loi sur la natalité

Le projet de loi n 1 visant l'accroissement de la natalité et une valorisation des valeurs familiales a été passé au peigne fin jeudi soir lors d'une commission parlementaire. De longues négociations ont amenés d'importants changements au document.

Lors de cette Commission des relations avec les citoyens, l'unique chose sur laquelle tous les partis se sont facilement entendus est que l'accroissement de la natalité est un enjeu majeur. Le ministre de la Famille Samuel Charpentier a évoqué les points essentiels du projet de loi. L'opposition officielle a réagi à ces annonces en blâmant les conservateurs d'avoir des valeurs familiales régressives et non représentatives de la pluralité des modèles familiaux tels que les familles monoparentales, ou recomposées.

Il était question, lors de la naissance d'un troisième enfant, d'une prime de naissance en versement unique de 10 000\$, celle-ci a été modifiée à un versement de 7000\$ à la naissance puis à des paiements de 300\$ par mois pour une période de dix mois. La majoration de 150% d'une allocation familial déjà existante est quant à elle réduite à 50%.

Les conservateurs souhaitent amener une entière couverture salariale du prestataire d'un congé parental plutôt que d'un remplacement partiel comme il est actuellement question, mais cette proposition a été retirée du projet. Il en va de même pour la hausse de la taxe sur les moyens de contraception. L'opposition a défendu que cette augmentation rendrait les moyens contraceptifs moins accessibles chez les jeunes, les exposant davantage aux grossesses non-désirées et

aux ITSS.

À propos de la couverture des frais d'avortement que la FCQ souhaitait limiter à certaines exceptions, l'opposition a fermement soutenu qu'une telle limitation touche directement les droits de la femme et brime son intégrité. Suite à cela, cet article a également été retiré.

Le RQAP en vrac
Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) existe depuis 2006. Il a aidé des milliers de familles suite à des naissances ou à des adoptions. Le Québec est privilégié d'avoir un régime aussi généreux pour accommoder la vie familiale. Ailleurs dans le monde, c'est la Suède qui se démarque le plus en offrant aux parents des rémunérations de 80% s'étendant sur un congé parental allant jusqu'à 56 semaines.

Le traité de libre-échange des organes



Marguerite Amiot
Chef de pupitre

Lors de la séance parlementaire d'hier, le député de l'opposition officielle Gabriel Mazur-Lainé a donné le coup d'envoi des débats en abordant le projet de loi 3 portant sur le don d'organes et de tissus.

Pendant les échanges en chambre, les parlementaires ont notamment débattu sur les droits constitutionnels de la personne, sur les budgets alloués à ce projet de loi et sur la possibilité de surcharge des employés du système de santé.

L'article 2 du projet, qui spécifie que « Toute personne de 14 ans et plus est responsable de manifester à tout moment son refus de donner ses organes et ses

tissus à sa mort », a soulevé une certaine controverse. Les opinions des partis sur l'âge à imposer varient. Les conservateurs pensent notamment que les jeunes de 14 ans ne sont pas assez matures et suggèrent donc d'établir à 18 ans l'âge du refus autonome.

La commission parlementaire de la soirée d'hier a permis une discussion avec les députés assignés au projet. Ces derniers en sont finalement venus à trouver un terrain d'entente dont les modalités n'étaient cependant pas encore connues au moment de mettre sous presse.

Le gouvernement lance un projet de privatisation du système des autoroutes



Erika Lalancette

Journaliste

Monsieur Albert Laurence, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, a présenté hier un projet portant sur l'implication du secteur privé dans l'entretien des routes et l'implantation d'un système de péage selon le principe d'utilisateur-payeur. Celui-ci s'appliquerait sur l'entièreté des autoroutes québécoises.

Ce sont entre autres les coûts élevés reliés à l'entretien des autoroutes qui ont poussé les Forces conservatrices du Québec à créer ce projet. En instaurant un tel système de péage, basé sur des tarifs fixes reliés au nombre de kilomètres parcourus, le gouvernement veut responsabiliser les usagers de la route en les faisant payer pour ce qu'ils utilisent.

Ayant pour but de résorber les problèmes de congestion et les lacunes financières dans l'entretien des routes, monsieur Laurence a affirmé que ces initiatives faciliteraient la croissance de certaines entre-

prises et stimuleraient la création d'emplois. De plus, maximiser l'importance des entreprises privées dans le secteur routier permettrait d'alléger les dépenses gouvernementales reliées à la gestion actuelle des autoroutes.

En réplique à cette déclaration, le Parti vert l'avenir a soulevé que la privatisation entraînerait l'inégalité entre les villes et les régions, les routes de ces dernières étant forcément moins empruntées.

De son côté, l'Alliance libérale du Québec a souligné l'avantage environnemental relié au covoiturage que pourrait encourager un tel système. Elle a cependant proposé un partenariat public-privé, au lieu d'une privatisation complète du secteur routier.

Nonobstant les suggestions de l'opposition, le gouvernement n'entend pas bouger sur les positions qu'il a annoncées en chambre.



Photo: Collection de l'Assemblée Nationale

Des réactions mitigées face au sondage



Dardia Garcelle Joseph

Charlène Marois

Rédactrices en chef



Suite à la publication du sondage qui a paru hier dans les éditions spéciales de Res Publica et de Vox Populi, le gouvernement s'abstient de commentaires.

La réaction a été diamétralement opposée chez l'opposition officielle. Steve Boudreau a convoqué d'urgence les journalistes et s'est dit heureux des résultats du sondage, qu'il a qualifié de prévisibles.

« On n'est pas du tout surpris des résultats qui sont sortis dans les sondages. Nous sommes le seul parti qui soit resté fidèle à ses engagements, le seul parti qui soit resté vraiment intègre et nous sommes restés proche du peuple québécois »

Le Parti vert l'avenir a par la suite réitéré sa proposition d'alliance avec la deuxième opposition, qui semble toutefois peu encline à la coopération. Ayant refusé de se prononcer sur les résultats du sondage, Laurent Charbonneau a tout de même tenu à préciser que la coopération et la cohésion au sein de l'alliance prévalaient encore. Les députés ont toujours l'intention de suivre leur ligne de parti, soit voter en faveur de l'énoncé budgétaire.

À moins d'un important revirement de situation aujourd'hui, il est donc probable que les verts se retrouvent une fois de plus isolés face à l'amitié entre le FCQ et l'ALQ, une amitié aussi fusionnelle qu'elle semblait improbable en début de semaine.



Fait par Catherine Fontaine

Un gouvernement qui raconte des histoires



Catherine Mac Neil

Chroniqueuse

Des histoires. C'est littéralement ce à quoi nous avons eu droit pendant la quatrième séance de la législature, hier. En effet, les parlementaires s'en sont donnés à cœur joie pour nous raconter leurs anecdotes personnelles.

Le ministre des Finances, la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le whip adjoint du gouvernement et le porte-parole des Finances de la deuxième opposition font partie des parlementaires qui nous ont fait part de leur histoire. On peut douter de leur pertinence. Certains me trouveront dure, mais autant de récits personnels avaient-ils vraiment leur place?

Leurs histoires se suivaient et se ressemblaient, tout comme leurs arguments quant au projet de loi visant une meilleure intégration des nouveaux immigrants. Cela se ressemblait tellement qu'on peut résumer les débats en deux lignes: l'opposition affirmait que le français n'était pas la seule chose nécessaire à une intégration réussie, alors que le gouvernement soutenait son point, soit que le français est la base de l'inclusion.

Ces arguments ne sont pas négligeables, ce n'est pas ce que j'avance, je souligne simplement le discours des parlementaires manquait cruellement de précision. Par exemple, des réfugiés comptent-ils aussi comme des immigrants, alors que leur situation est complètement différente? Seulement un député de l'opposition officielle a soulevé ce point, ce qui est trop peu considérant que 15,5% des immigrants au Québec en 2015 étaient des réfugiés ou des personnes en situation semblable selon le site d'immigration Québec. Dans le même registre, personne n'a semblé pertinent de tenir compte du lieu de résidence de l'immigrant. Voyez-vous, un nouvel arrivant qui s'installe à Montréal ne vivra pas du tout la même réalité que celui qui se dirige à St-Émilie-de-l'Énergie.

Lors de la commission parlementaire d'hier, les députés ont discuté de certains amendements, mais encore une fois, aucun ne semblait prêt à discuter des fondements du projet. Je salue toutefois les partis de l'opposition qui ont apporté plusieurs amendements dans l'objectif d'éviter des politiques discriminatoires.

Bref, nous ne pouvons que nous désoler face à un gouvernement qui se dit investi envers son peuple et prêt à tout pour le défendre, mais qui essaie de l'endormir avec ses histoires.



Source: Catherine Mac Neil

Erratum

Une erreur s'est glissée dans l'édition du mercredi 11 janvier 2017. Dans l'article de Charlene Marois intitulé « Riposte à la première ministre », l'Alliance démocratique est à remplacer par l'Alliance libérale du Québec.

Toutes nos excuses,
L'équipe du Res Publica

Le Forum étudiant a 25 ans, vive le Forum étudiant !



Dardia Garcelle Joseph

Journaliste

François Gendron, vice-président de l'Assemblée nationale et Jean Karam, un des fondateurs du Forum étudiant étaient présents hier au repas officiel célébrant la 25^e législature du Forum étudiant.

Réunissant députés, membres de la direction des cégeps, enseignants et participants, l'évènement riche en émotion fut l'occasion de faire une rétrospective sur les débuts de la simulation parlementaire.

Fondé en 1993 par une équipe de quatre enseignants, le forum est devenu au fil des années un modèle d'activité pédagogique.

Pour François Gendron, rien de cela n'aurait été possible sans la confiance et le support de l'Assemblée nationale et le désir d'innovation du comité pédagogique. Il a aussi tenu à souligner l'encadrement des enseignants et leur rôle incontournable dans la réussite du projet.

Sur les étudiants, il a dit qu'ils étaient des « étoiles de belle relèbe, investis de passion et faisant preuve d'intelligence dans leur réflexion critique ».

Jean Karam a par la suite livré un touchant témoignage sur la manière dont le forum était « une réussite devenue tradition », remerciant chaleureusement tous ceux qui y avaient contribué.

Après le visionnement d'une vidéo commémorant les 25 ans du forum, une médaille de l'Assemblée nationale a été remise à Sébastien Paquin-Charbonneau et Natalie Sentenne pour souligner leurs nombreuses années d'implication.

L'importance du support institutionnel des cégeps a elle aussi été reconnue. La participation des cégeps de Jonquière, de Lanaudière à Joliette, d'Ahuntsic et de St-Jean-sur-le-Richelieu a finalement été soulignée.



De gauche à droite : Sébastien Paquin-Charbonneau, François Gendron, Natalie Sentenne ©Collection Assemblée nationale, photographe Marc-André Grenier.

Causerie : une heure avec Maryse Gaudreault



Dardia Garcelle Joseph

Journaliste

Hier soir, la présidente du Cercle des femmes parlementaires s'est confiée aux participantes du Forum étudiant sur l'importance qu'elle accorde à l'avancement des femmes en politique, une session à la fois.

Pour cette occasion, une soixantaine de jeunes femmes ont été invitées à poser leurs questions à madame Gaudreault, qui est aussi vice-présidente de l'Assemblée nationale et députée de Hull.

Après un retour sur l'évolution de l'implication des femmes en politique québécoise, cette dernière a rappelé l'importance de la participation citoyenne des jeunes: « En 1972 la moyenne d'âge des députés était de 32 ans, aujourd'hui elle est de 56 ans», a-t-elle affirmé, laissant entendre qu'il fallait remédier à

cela. Elle demeure cependant très optimiste face à l'avenir et a salué au passage l'élection récente de la première ministre Lindsay Jean.

Qu'est-ce que le Cercle des femmes parlementaires?

Il s'agit d'une entité neutre fondée en 2010 par l'ancienne députée de La Pinière, madame Fatima-Houda-Pépin. Sa mission est de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes parlementaires afin de mieux les outiller pour l'exercice de leur rôle. Il est administré par un cabinet restreint qui respecte le principe du pluralisme académique et favorise le partage entre les députées.



Source: Collection de l'assemblée nationale

SPÉCIAL 25e ANNIVERSAIRE : ENTREVUES AVEC DES ANCIENS



Catherine Mac Neil

Chroniqueuse

Aujourd'hui, dans le cadre du 25e anniversaire du Forum étudiant, Res Publica s'est entretenu avec Ariane Beauregard, ancienne participante, accompagnatrice et maintenant membre du comité organisateur du forum.

Depuis combien de temps êtes-vous impliquée au forum?

J'ai participé au forum en 1997 et en 1998. Par la suite, j'ai encadré pendant quelques années et j'y suis maintenant impliquée dans l'exercice de mes fonctions à l'Assemblée nationale. C'est une simulation un peu chouchou celle-là, parce qu'après y avoir participé, elle a une connotation un peu différente.

Qu'est-ce qui vous a menée au forum étudiant?

À l'époque, j'étais étudiante en sciences humaines et j'avais un intérêt pour la politique. Je trouvais le sujet intéressant. Puis j'ai su que les simulations existaient et j'ai eu la chance d'avoir un cours de politique avec Michel Barette, qui était très impliqué dans le forum étudiant, étant l'un de ses fondateurs. Je lui avais parlé du projet et on a embarqué dans le train du forum. J'ai tout de suite adoré l'expérience. À ma deuxième participation, j'étais leader adjointe de l'opposition officielle, j'ai donc découvert les règles de procédures et j'ai adoré ça.

C'est à partir de là que j'ai décidé d'aller en droit, j'ai donc réorienté mon parcours. À l'origine, je me destinais vers l'enseignement primaire pour suivre les traces de mon père.

Quelle serait la meilleure anecdote que vous pourriez nous raconter?

J'ai fait le forum en 1998, et comme vous le savez, cette année-là rime avec crise du verglas. Nous sommes donc partis de chez moi le matin du 5 janvier et l'électricité venait d'être coupée. À Québec, ça tombait en neige, il neige toujours à Québec! En écoutant les nouvelles, on voyait ce qui se passait chez nous. Nos familles étaient plus ou moins conscientes de ce que nous vivions parce qu'elles étaient dans le noir, donc elles n'avaient pas vraiment d'informations. Nous nous faisons dire que nous ne pourrions pas retourner chez nous et nous étions très inquiets.

L'Assemblée nationale nous a donc gardé une nuit de plus pour ne pas qu'on retourne chez nous tout de suite, c'était trop dangereux. Cette année-là, il y a avait eu un débat d'urgence sur la crise du verglas dans le cadre du forum, donc ça avait une petite connotation particulière pour notre équipe.

Avez-vous constaté une évolution dans le fonctionnement du forum?

Oui, énormément! Quand je l'ai fait, à l'époque, en arrivant à Québec, les projets de loi n'étaient pas encore écrits, on décidait en caucus des sujets des projets de loi et on les rédigeait sur place. C'est un gros avantage aujourd'hui, car les étudiants ont le temps de faire des recherches, d'approfondir le sujet. On arrive avec un produit fini qui est supérieur parce qu'il y a eu du temps consacré avant la simulation. En terme de qualité et de profondeur, c'est gagnant pour les étudiants. Nous, on arrivait en caucus et on ne savait pas quoi faire ce qui faisait en sorte que nos projets de loi étaient parfois moins complexes et recherchés.

Qu'est-ce que l'expérience vous a apporté?

On se découvre des intérêts, des passions, beaucoup de confiance en soi aussi, puisque quand il faut que tu fasses valoir ton point dans ton caucus ou quand tu dois te lever en chambre, ça nécessite de la confiance. On ne voit pas la quantité de travail qu'il y a derrière le forum, non seulement dans l'organisation, mais dans la préparation des étudiants. Pour faire un discours en chambre, il faut se renseigner, il faut connaître un peu le sujet. C'est un bien bel exercice! C'est un autre défi que d'apprendre à collaborer avec des gens ayant des opinions divergentes, de respecter l'opinion qui n'est pas la même que la nôtre, et d'apprendre à concilier tout ça. Ça reproduit la réalité parce que ce n'est pas vrai que dans un caucus tout le monde pense pareil.

L'équipe de Res Publica tient à remercier madame Ariane Beauregard pour son témoignage, et invite ses lecteurs à surveiller attentivement les entrevues avec d'autres anciens participants au



Sources: Ariane Beauregard



Fait par Catherine Fontaine

Pour nous joindre:

Courriel:

respublica2017@hotmail.com



FORUM ÉTUDIANT

Suivez-nous sur Twitter : [respublica_2017](https://twitter.com/respublica_2017)

